

## Conflit Israël-Palestine

**« La violence au Moyen-Orient n'aboutit qu'à des solutions à court terme. Si nous voulons une solution à long-terme qui garantisse le maintien de la paix, durable et enraciné, cela doit passer par des moyens pacifiques ».**

ENTRETIEN avec Meir Margalit par Suzy Gaidoz

L'israélien Meir Margalit est né et a grandi en Argentine. À 20 ans, en 1972, il part faire son service militaire en Israël, fort de ses convictions sionistes et de ses idées de droite. L'année suivante, lors de la guerre du Yom Kippour, il est blessé. Pendant son rétablissement, il réalise que les ambitions territoriales d'Israël ne justifient pas tant de violence, de souffrance et de morts. Ce moment marque le début de son engagement militant au sein de la gauche non sioniste israélienne.

Margalit est docteur en Histoire, à l'université d'Haïfa, spécialiste de l'histoire de la communauté juive pendant la période du mandat britannique sur la Palestine. Il a été représentant du parti Meretz, conseiller à la mairie de Jérusalem en charge du dossier Jérusalem Est. Il a participé à la fondation de l'ONG Israeli Committee Against House Demolitions et le Center for Advancement in Peace Initiatives. Il est un militant infatigable qui parle avec conviction de la résistance pacifique et de la nécessité d'impulser une solution au conflit israélo-palestinien dans un contexte de pessimisme généralisé. À l'occasion de la conférence qu'il a donnée à l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed) dans le cadre du programme interuniversitaire *Aula Mediterranea*, AFKAR/IDEES a eu l'opportunité de parler avec lui de sa vision du futur de la région.

**AFKAR/IDEES :** *S'il y a bien un « camp de la paix » en Israël, comment se présente-t-il et quel poids a-t-il ?*

**MEIR MARGALIT :** Oui, il y a bien un mouvement pacifiste en Israël, bien que le terme correct soit « dissident » et non pacifiste, parce qu'il ne s'agit pas d'un pacifisme à la Gandhi, mais de personnes qui se positionnent contre la politique d'occupation. Ce mouvement dissident est vaste et fournit, même s'il ne se reflète pas dans les élections nationales, et que l'on ne le voit pas au Parlement. Il y a beaucoup de gens qui, aujourd'hui, même s'ils sont contre l'occupation, continuent à voter pour des partis de droite. Je sais que cela est contradictoire, mais vous pouvez rencontrer dans des partis religieux, des partis orthodoxes de droite, des personnes qui déclarent ouvertement que poursuivre l'occupation n'a pas de sens, mais qui continuent à voter pour le Likud, à soutenir les politiques de Benyamin Netanyahou qui sont pourtant des politiques de droite. Donc, observer ce qui se passe à la Knesset ne permet pas de rendre compte de l'importance de ce mouvement. Mais si l'on adopte une approche sociologique, si l'on s'intéresse aux gens, dans la rue, on se rend compte que très nombreux sont les Israéliens qui veulent mettre fin à cette situation anormale.

**A/I :** *À quoi ressemble le paysage politique à la veille de ces nouvelles élections nationales ?*

**M.M. :** La nouveauté pour ces élections vient du fait que les arabes, via la liste unie, seront probablement le troisième ou le quatrième plus grand parti

politique. Ceci est une grande nouveauté dans le paysage politique, et c'est intéressant parce que c'est la conséquence directe d'une des décisions politiques les plus discriminatoires en Israël. Il a été décidé, il y a quelques années d'augmenter le pourcentage nécessaire pour entrer au Parlement, de 2 % à 3,5 %, l'objectif explicite étant de faire en sorte que les partis arabes ne puissent pas entrer à la Knesset. Il y a trois partis arabes en Israël, et ils n'atteignent pas ce seuil, ils se sont donc unifiés. L'intention première était d'écartier les partis arabes. Cette décision a eu l'effet inverse. Les partis ont réussi à s'unifier malgré leurs très grandes divergences puisque ce bloc réunit des islamistes et des communistes. Pour le reste, il n'y a pas vraiment de changement, il y aura un gouvernement de coalition, d'union nationale, que nous, les dissidents appelons « gouvernement de paralysie nationale » parce que pour ce qui est du dossier palestinien, il ne se passera rien de substantiel.

**A/I :** *Est-ce que cette liste unie peut être une opportunité, pour le mouvement dissident, de peser dans la politique nationale ?*

**M.M. :** Je ne vois pas comment les résultats pourraient bénéficier ou affecter la dissidence. Théoriquement, si un parti d'ultra-droite est au pouvoir, il y a la possibilité que l'Europe dise que ce n'est pas supportable et mette la pression sur le gouvernement. Voilà ce qui pourrait bénéficier au mouve-

## Le gouvernement israélien est nerveux, il sait qu'il est en train de perdre dans l'arène diplomatique

ment. Mais cette idée ne tient que si le parti au pouvoir est extrémiste. Mais c'est un peu prématuré de penser à un tel scénario.

**A/I :** *Vous misez sur la résistante pacifique et la société civile pour trouver le chemin de la paix ...*

**M.M. :** Oui, effectivement je crois en la résistance pacifique, et je pense encore que l'on peut parvenir à un accord sans que cela nécessite une explosion de violence. La violence au Moyen-Orient n'aboutit qu'à des solutions à court terme. Si nous voulons une solution à long-terme qui garantisse le maintien de la paix, durable et enraciné, cela doit passer par des moyens pacifiques.

**A/I :** *Vous faites une analyse intéressante de la violence israélienne, mêlant psychologie collective et philosophie, et prônez que pour éradiquer cette violence il faut développer un processus d'autocritique au sein de la société israélienne. Faire naître l'autocritique prend du temps. Face à l'urgence de la situation, quel pourrait être le rôle d'autres acteurs de la communauté internationale, les USA, les Etats arabes et non arabes de la région, la diaspora juive ?*

**M.M. :** La construction d'un processus de pacification effectivement prend du temps. Moi, en tant qu'Israélien je peux m'offrir le luxe de prendre du temps et attendre que le processus mûrisse. Mais le Palestinien n'a pas de temps et ne peut pas continuer à souffrir comme il souffre en ce moment. Donc, nous avons besoin d'urgence de l'aide de toute la communauté internationale y com-

pris les acteurs mentionnés, les Nations unies, la Ligue arabe, le Vatican, l'UE et, aussi et surtout, la société civile mondiale. Je crois beaucoup en la société civile, et je sais que s'il y a une chance que les gouvernements adoptent des attitudes proactives, cela viendra de la société civile. Nous avons besoin de votre collaboration, nous seuls nous ne pourrions pas sortir de ce piège.

**A/I :** *Dernièrement, nous avons vu des manifestations de soutien aux habitants de Gaza, y compris dans des pays considérés comme étant pro-israéliens, et une vague de reconnaissances parlementaires de l'État palestinien. Est-ce que l'on ressent un certain isolement diplomatique en Israël ?*

**M.M. :** Oui, aujourd'hui plus d'États reconnaissent la Palestine que l'Israël. Le gouvernement israélien est nerveux, il sait qu'il est en train de perdre dans l'arène diplomatique. Il est très nerveux également en ce qui concerne l'éventuelle action de la Cour internationale de justice. Il a une peur panique que les généraux, officiers, fonctionnaires d'État, soient un jour poursuivis en justice pour crimes contre l'humanité. Cette question préoccupe beaucoup en Israël. D'ailleurs, ceci est une preuve du fait que la pression internationale peut avoir un effet positif.

**A/I :** *La campagne Boycott Désinvestissement Sanctions (BDS) a 10 ans maintenant et prend de l'ampleur, des fonds d'investissement se retirent de certaines activités faites dans les colonies, la culture aussi est affectée puisque de plus en plus d'artistes et*

*d'universitaires refusent des rencontres. Comment les Israéliens, la société civile et le gouvernement réagissent à cette campagne ?*

**M.M. :** Avant tout, je pense que la campagne BDS est un mouvement important et que l'histoire reconnaîtra qu'elle remplit une fonction importante. Personnellement, j'aimerais qu'elle soit un peu plus sélective. Il n'est pas justifié que nous boycottions toutes les universités israéliennes, quand une grande partie de leurs professeurs sont en première ligne dans la lutte contre l'occupation. Que ce soit un boycott sélectif me paraît bien. Un boycott généralisé comme le demandent les groupes palestiniens les plus radicaux me paraît, en revanche, une erreur. L'économie israélienne ne souffre pas encore de ce mouvement, cela ne se ressent pas énormément. Mais je connais des chefs d'entreprise qui sont préoccupés par ce qui pourrait se passer dans le futur. Ce n'est pas la campagne BDS qui empêchera l'occupation, mais c'est un élément de plus qu'il faut prendre en compte.

**A/I :** *En quoi consiste la discrimination urbaine que vous dénoncez quotidiennement à Jérusalem ?*

**M.M. :** Partout où il y a une pierre à Jérusalem, on trouve une discrimination. Pour donner un exemple, les Palestiniens, qui représentent 39 % de la population de Jérusalem reçoivent 11 % du budget municipal. Ceci est déjà une discrimination. Je peux donner beaucoup d'autres exemples comme le fait que les Palestiniens ne peuvent construire que sur 15 % des terres de la ville, et ces quelques terres sont considérées

## 7 Les Palestiniens représentent 39 % de la population de Jérusalem et reçoivent 11 % du budget municipal

comme des « terres résidentielles ». Le reste est considéré comme « terre verte » dans le master plan de la ville et ne sont donc pas destinées aux Palestiniens, parce qu'il n'y a pas de programme urbain pour eux ou pour mille autres raisons. Cette discrimination empêche aux Palestiniens de construire légalement.

Il y a un élément discriminatoire de plus, juridique : les Palestiniens ont un statut légal distinct et inférieur à celui des Israéliens. Moi étant israélien, je suis citoyen d'Israël, malgré le fait que je sois né à l'étranger. En revanche, un Palestinien qui est né à Jérusalem et dont les parents, les grands parents et depuis des générations sont nés et ont grandi à Jérusalem, eux, sont seulement des « résidents ». Le statut de résident est bien inférieur à celui de citoyen, un statut qui les rend très vulnérables aussi parce que l'État peut l'annuler quand cela lui chante. Voilà quelques exemples de la discrimination, à la fois légale et dans le quotidien.

**A/I :** *Est-ce que ces mêmes discriminations ont lieu dans d'autres villes, je pense notamment au nord du pays où se concentrent les arabes israéliens ?*

**M.M. :** Les arabes israéliens, ceux que nous appelons « les arabes de 48 » sont eux aussi discriminés. Ils représentent environ 20 % de la population, et ce sont ceux qui vont voter pour la liste arabe unifiée. Ils sont des citoyens comme n'importe quel autre israélien dans la mesure où ils ont les mêmes droits, les mêmes devoirs. Mais la pratique est complètement discriminatoire à leur égard. On le constate par rapport au travail, aux rapports avec les institutions éta-



**Meir Margalit pendant sa conférence à l'IEMed le 4 mars 2015.**/MÓNICA LÓPEZ MAS

tiques, aux budgets dans les écoles ou dans les services sociaux. Ils vivent dans des conditions bien meilleures que les Palestiniens des territoires occupés, mais ils sont tout de même très discriminés en comparaison avec les juifs, en Israël.

**A/I :** *Que pensez-vous du fait que le judaïsme soit le fondement d'une existence nationale ? Est-ce que Israël peut être à la fois juif et démocratique ?*

**M.M. :** Cela dépend de quel judaïsme nous parlons. Le judaïsme n'est pas quelque chose de monolithique. Il y a une tendance plus extrémiste et une tendance plus humaniste. Aujourd'hui regrettamment, la tendance dominante est celle du judaïsme d'extrême droite. De toute façon, avec la distribution des cartes actuelle, clairement non, Israël ne peut pas être juif et démocratique. Aujourd'hui, déclarer l'État d'Israël État juif implique discrimi-

ner 20 % de la population, les non-juifs. Dans tous les cas, Israël État juif serait un État ethnocratique. Par ailleurs, cette posture qu'a le gouvernement israélien en obligeant les Palestiniens à reconnaître Israël comme État juif, est surtout un signe d'insécurité. Par exemple, moi je n'ai besoin de la reconnaissance de personne, je suis juif et peu importe ce que pensent les autres de mon judaïsme.

**A/I :** *Je m'adresse quelques instants à l'historien, comment est enseignée l'histoire en Israël ? Quelle importance revêt l'enseignement de cette discipline pour le chemin de la pacification ?*

**M.M. :** En tant qu'historien je considère que l'on ne peut pas penser le futur sans comprendre préalablement le passé. Il ne fait aucun doute que l'histoire est un des outils les plus importants pour consolider l'identité d'un peuple. Dans l'histoi-

## 7 Avec la distribution actuelle des cartes, l'État d'Israël ne peut pas être juif et démocratique

re du peuple hébreu, il y a des chapitres guerriers et des chapitres pacifiques, il y a des choses qui peuvent me rendre très fier et d'autres qui me font faire des cauchemars. La question est : quels chapitres l'on choisit d'enseigner pour renforcer soit l'identité belliciste, soit l'identité humaniste ? Aujourd'hui, malheureusement, la ligne d'enseignement de l'histoire renforce précisément et exclusivement les aspects nationalistes de l'identité juive. C'est une des raisons pour lesquelles il est si difficile de sortir de ce cercle vicieux de la violence. Une des choses que nous devons faire le plus rapidement possible, après avoir signé un accord de paix, sera de réviser tous les programmes éducatifs et écrire une histoire alternative. Une histoire qui montrera que les juifs et les arabes peuvent vivre en paix.

**A/I :** *Vous faites partie de ce que l'on appelle « les nouveaux historiens israéliens » ?*

**M.M. :** Mes collègues disent que oui. J'ai écrit ma thèse d'histoire sur un mode alternatif, qui traite de l'époque du mandat britannique sur la Palestine. Mais moi je me définirais comme indépendant. Je ne veux pas introduire ces concepts politiques à l'intérieur de la sphère académique. La particularité de ces historiens est qu'ils font en sorte de considérer l'histoire palestinienne et ne la nient pas. Ils essayent de comprendre ce que signifie pour le palestinien l'indépendance d'Israël et le prix qu'ils ont payé pour cela. Je pense que l'unique façon d'écrire l'histoire est en offrant une vue très large à tous les aspects en relation

avec le sujet, l'élément historique. On ne peut pas parler d'Israël et seulement de l'histoire juive. Premièrement parce que cela n'est pas juste, et ensuite parce que c'est un mensonge. Il y a eu les Israéliens et les arabes, les musulmans et les chrétiens. Pour comprendre l'histoire il faut regarder tous les angles. À partir de cette perspective, les nouveaux historiens israéliens ont fait un travail extrêmement important pour mieux comprendre les processus historiques, et cela change le présent.

**A/I :** *Quel type de solution/d'accord imaginez-vous ?*

**M.M. :** La seule formule juste est de revenir aux frontières de 1967, rendre la même quantité et la même qualité des terres qui ont été prises. Revenir aux frontières de 1967 constitue déjà un renoncement de la part des Palestiniens qui, historiquement, demandaient toute la Palestine et qui se contenteraient aujourd'hui de 22 % de la terre historique seulement. C'est un grand renoncement, et il faut saluer la grandeur des Palestiniens qui se conforment à l'idée des frontières de 1967 et renoncent à l'intégralité de la Palestine historique. Il faudrait diviser la terre et la ville de Jérusalem pour qu'elle puisse être la capitale de deux nations. Mais une population israélienne importante peuple les colonies et le démantèlement sera difficile.

**A/I :** *Quel serait le modèle le lendemain de la fin de l'occupation ?*

**M.M. :** Je pense que maintenant nous devons nous concentrer sur la fin de

l'occupation, et nous entrerons ensuite dans les détails du nouveau modèle. Mon utopie est que nous puissions arriver à un État binational, je pense que c'est la logique la plus naturelle. Mais on se doit de considérer la volonté palestinienne d'avoir un État souverain et autonome. Et il serait bien d'avoir le plus rapidement possible une confédération d'États avec la Jordanie, le Liban et la Syrie.

**A/I :** *Quels sont vos partenaires palestiniens au niveau de la société civile et au niveau politique ?*

**M.M. :** Les organisations pacifistes israéliennes travaillent avec des organisations palestiniennes, elles luttent quotidiennement contre les violations multiples et cherchent à gagner la paix par des moyens pacifiques. Le premier partenaire est le gouvernement palestinien, le Fatah, et les organisations civiles. Il y a des interlocuteurs, contrairement à ce que dit le gouvernement israélien (*there is no partner*). Mais la situation est très fragile et il faut renforcer le camp palestinien qui est en position pour négocier et non l'inverse.

**A/I :** *Dans ce camp politique palestinien, est-ce que vous privilégiez quelqu'un en particulier ?*

**M.M. :** Nous avons de très bonnes relations avec les gens du Fatah et avec Marouane Barghouti. Je pense que Barghouti est le Mandela du peuple palestinien, parce que c'est le seul qui a le pouvoir et la capacité de réunir les Palestiniens du Hamas et du Fatah. ■